



**Analyse : Au Rwanda, l'armée française a honoré la France**  
(Le Figaro 01/06/2006)

En 1994, Marin Gillier était capitaine de frégate. Au Rwanda, il commandait un groupe d'une cinquantaine d'hommes des Forces spéciales issus des commandos de marine, de la gendarmerie et de l'armée de terre.

Le 18 mars 2006, un article du Figaro a laissé entendre que l'armée française aurait été complice de génocide au Rwanda. Nommément cité à sept reprises, j'estime qu'il est temps de rétablir la réalité des faits à propos de l'action de Bisesero évoquée par l'auteur. Des hommes y ont servi sous mes ordres, je leur dois cette vérité. Le 6 avril 1994, l'avion du président rwandais est abattu au-dessus de Kigali. C'est le signal de départ d'une vaste campagne de massacres. L'ONU tarde à réagir. La France est alors le seul pays qui ose défier l'indifférence internationale et s'élever contre la barbarie, dans ce pays éloigné et pauvre, au nom de l'homme et du respect de sa dignité.

Pour comprendre « Turquoise », il faut d'abord retracer son cadre juridique et les questions que se posent les soldats. La résolution 929 du Conseil de sécurité, votée aux Nations unies le 22 juin 1994, donne à la France mandat de s'opposer aux exactions et de favoriser le déploiement de l'action humanitaire.

Les militaires sont astreints par le commandement à des « règles de comportement et d'engagement », qui ont pour but d'orienter leurs attitudes et de préciser les conditions de recours à la force. Au Rwanda, elles se fondent sur trois principes : adopter une attitude de stricte neutralité vis-à-vis des différentes factions ; manifester la volonté de la France de faire cesser les massacres et de protéger les populations, en usant de la force si nécessaire ; enfin, affirmer le caractère humanitaire de l'opération, en collaboration avec les ONG.

Les règles d'emploi de la force peuvent être qualifiées de « légitime défense élargie », autorisant ou imposant l'emploi de la force en cas de menace sur nos forces ou sur les personnes à protéger, voire d'obstruction à l'exécution de la mission.

Les limites d'action sont donc définies avec clarté. En revanche, le commandement a une connaissance imprécise de ce qui se passe sur le terrain. Les Forces spéciales, malgré la faiblesse de leurs moyens, sont donc chargées de rechercher le renseignement au cours de la progression. Dans les premiers jours de l'intervention, de nombreuses questions se posent. Que se passe-t-il effectivement ? Des massacres sont perpétrés, quelle en est l'ampleur ? Qui sont les tueurs, qui sont les victimes ? Comment différencier Hutus et Tutsis ? Quel crédit apporter aux propos qui nous sont tenus sur place ? Nous croisons des interlocuteurs angoissés, tandis que d'autres cherchent à orienter notre jugement. Des autorités locales, informateurs, journalistes ou travailleurs humanitaires, nous apportent des informations nombreuses mais contradictoires, sans parler des difficultés linguistiques. L'engagement de « Turquoise » au Rwanda se fait donc dans un environnement flou, mais selon des orientations politiques et un cadre d'ordres précis. La qualité des ordres du colonel R., commandant des forces Spéciales sur le théâtre, sera d'ailleurs une constante et un soutien tout au long de l'opération. Alors que tous les repères allaient disparaître devant l'horreur, c'est bien ce cadre précis, allié aux qualités de cœur et de conscience des hommes, qui permettra à chacun de se comporter avec honneur et discernement face à l'abomination. Le 24 juin, nous pénétrons au Rwanda pour une première reconnaissance,

de Cyangugu à Kirambo où nous découvrons un camp où se sont regroupés des Hutus déplacés. Conformément aux ordres, nous devons rebrousser chemin le soir, pour récupérer notre matériel qui arrive progressivement. Nous passons la journée du 25 à analyser les premières impressions et à adapter nos dispositions matérielles et tactiques.

Tôt le 26, nous repartons vers le camp de Kirambo. Ses occupants affirment craindre une attaque d'éléments infiltrés au Front patriotique rwandais (FPR) tutsi ; nous organisons un dispositif de protection. Le 27, une équipe reconnaît Gishyita, bourgade située plus au nord. La population déclare qu'un élément avancé du FPR menacerait la localité à l'est. Laisant une partie des troupes au camp de Kirambo, nous filons à Gishyita avec une trentaine d'hommes. Nous établissons un dispositif prêt à protéger la population si nécessaire, puis rendons compte par radio. Vers midi, des échos de rafales d'armes automatiques et des explosions dans notre zone de responsabilité attirent notre attention. A cinq kilomètres, il n'est pas possible de discerner ce qui se passe. Selon la population, il s'agirait d'une zone appelée Bisesero où une centaine de villageois s'attaquerait aux éléments infiltrés. Je rends compte à mon commandement sur le théâtre : agitation, tirs nourris, situation tactique incompréhensible, propos tenus par la population mettant en cause le FPR. Je demande si nous devons nous rendre sur place. Le mandat de l'ONU n'autorise pas à s'interposer entre le FPR et les milices. De plus, les faibles effectifs présents sont insuffisants pour soutenir une confrontation directe, dont le résultat pourrait mettre en cause l'ensemble de l'opération, alors dans sa phase initiale. Je ne suis donc pas surpris de ne pas recevoir l'accord. Nous passons la journée du 28 à renforcer les postes de défense et à sonder les populations alentour pour mieux comprendre la situation. Le détachement est également assailli de sollicitations de toutes natures qui nous submergent : demande d'intervention ici, de soutien là, de vivres ou de médicaments ailleurs. Nous demandons de nouveau à nous rendre à Bisesero. La situation est calme et le commandement, ne disposant d'aucune information précise sur la zone, retient l'option d'une infiltration de nuit jusqu'à une crête intermédiaire pour observer au petit jour. Il s'agit de ne pas donner le signal ostensible d'un engagement français dans un camp ou dans l'autre. Une équipe de commandos marine part donc de nuit, accompagnée de gendarmes du GIGN. Elle revient vers midi, le 29, n'ayant rien observé de particulier. Dans l'après-midi, le ministre de la Défense vient inspecter nos positions.

Je lui expose nos interrogations face à de grandes détresses humaines et à l'absence d'indice probant de massacres, et suggère de nous rendre en force dans la zone de Biserero pour lever le doute sur d'éventuelles velléités du FPR. Des hélicoptères de renfort sont maintenant arrivés de métropole, ils pourront nous aider à nous dégager en cas d'accrochage. L'ordre est donné peu après : traverser la zone et pousser si possible jusqu'à un village où réside un prêtre français, à une vingtaine de kilomètres à l'est. La soirée passe très vite à préparer cette mission délicate. Départ à l'aube le 30 juin. Quelques journalistes, attirés par les bruits de moteur, se présentent et demandent à nous accompagner, comme cela est arrivé dans les jours précédents. Je ne peux accepter, en raison des incertitudes qui planent sur les heures à venir. Nous progressons aussi vite que le terrain le permet pour ne pas constituer une cible facile. Je suis en tête de convoi, rien d'anormal ne retient mon attention. Le village est atteint en début d'après-midi. L'officier qui fermait la marche me rend compte qu'il pense avoir vu en chemin des personnes d'allure différente, peut-être des Tutsis, mais il n'en est pas sûr. Je l'autorise à repartir avec son équipe pour vérifier. Le prêtre nous accueille et confirme l'insécurité générale, mais choisit de rester parmi ses paroissiens. Il nous confie qu'il cache quatre Tutsis chez lui, une femme et trois enfants. Je propose de les emmener, mais il a peur que la population hutue du village ne s'en aperçoive et ne s'en prenne à lui après notre départ. A ce moment, l'officier qui avait rebroussé chemin réclame par radio un retour rapide du détachement. Inquiet, je promets au prêtre de revenir dans les deux jours, et nous partons le rejoindre. L'officier me rend compte qu'il a rencontré quelques Tutsis qui ont expliqué qu'ils faisaient l'objet de persécutions. Leur état général ne laisse aucun doute sur la réalité des propos. De plus, des Hutus se rassemblent autour de nous, de plus en plus nombreux, de plus en plus près. La tension est très forte. C'est alors, en ce 30 juin 1994 en milieu d'après-midi, à Bisesero, que nous sommes confrontés pour la première fois à la tragédie rwandaise dans toute sa réalité. Immédiatement, nous jetons un dispositif de protection afin d'interdire la zone à toute personne suspecte.

Nous rassemblons les victimes tutsies et commençons à dispenser des soins aux plus gravement

atteints. Des journalistes arrivent et demandent à être informés de la situation. Je les oriente vers une zone d'attente protégée, expliquant que des personnes meurent et qu'il ne faut pas entraver notre action. Nous rendons compte par radio puis organisons des recherches dans les environs. Les premiers rescapés expliquent que plusieurs centaines de Tutsis se cachent à proximité. Nous demandons des hélicoptères pour des évacuations sanitaires et recherchons une zone de poser jour et nuit, car la lumière décline. La situation maîtrisée, je rejoins les journalistes, et explique que la priorité allait à la sauvegarde des blessés et à la protection des survivants. Rassemblement des personnes cachées, assistance médicale, distribution de vivres et de couvertures, ramassage de lances, machettes et casse-tête, les opérations se prolongent jusqu'au matin du 1er juillet. Nous regroupons ainsi huit cents Tutsis. Ils nous apprennent qu'ils sont les seuls survivants d'une communauté d'environ dix mille personnes. Quatre-vingt-seize d'entre eux sont évacués par hélicoptère dans des conditions difficiles, ce sont ceux qui risquent de mourir dans la nuit. Deux cents autres sont médicalisés sur place.

Au petit matin, les rescapés nous entourent spontanément et entonnent un chant. C'est ainsi qu'ils nous remercient de leur avoir sauvé la vie. Je suis bouleversé et réalise, en cet instant, tout le sens de mon engagement dans l'armée française. Mais la réalité s'impose de nouveau. Les hommes sont exténués. Le choc est éprouvant. Nous poursuivons néanmoins la reconnaissance de la vallée de Bisesero dans ses moindres recoins et découvrons des centaines de cadavres de tous âges, dans tous les états. C'est insoutenable. Je repars à Gishyita forcer la porte du bourgmestre hutu, seule autorité légale sur place. Je le somme de s'expliquer sur ce qui s'est passé sur son territoire de responsabilité. Il finit par avouer, en parlant des Tutsis, qu'il fallait se débarrasser de cette « engeance »... Je ne peux que rendre compte, n'ayant aucun mandat de police. J'apprends alors que nous allons être relevés, afin de reconnaître une nouvelle zone. J'insiste pour disposer auparavant de deux hélicoptères pour effectuer une « extraction » des quatre Tutsis cachés par le prêtre français. Le premier hélicoptère se pose au centre du village avec des vivres. Pour faire diversion, nous rassemblons la population affamée, la rangeons par quatre, puis par famille, puis par sexe, puis...

Pendant ce temps, le second hélicoptère se pose près de l'église, à la sortie du village. Quatre commandos en sortent une grande malle. Entrés chez le prêtre, ils ouvrent le cadenas, sortent des vivres, les remplacent par la femme et les trois petits, et filent vers l'hélicoptère. Opération rapide et discrète, quatre vies sauvées. Retour à Gishyita. Nous devons nous préparer à partir vers Gicongoro. La relève est effectuée ce 1er juillet après-midi ; après avoir présenté la situation passée et présente, j'insiste sur la nécessité de pousser l'investigation sur les agissements et les propos du bourgmestre. Je ne puis m'en occuper, car nous devons prendre la route au plus tôt. Avec une seconde nuit blanche en perspective, il est impératif d'utiliser l'heure qui nous sépare de la tombée de la nuit à bien préparer ce déplacement aux plans topographique, matériel et tactique. Les forces spéciales quittent définitivement la région de Bisesero le 1er juillet en début de nuit. Les trente-six heures que je viens d'y passer ont justifié toute ma vie professionnelle. L'accusation faite aux Forces spéciales d'avoir volontairement laissé mourir des Tutsis à Bisesero pendant trois jours est infondée et calomnieuse. \* Officier de marine. Rédigé pour Le Figaro, ce texte reprend de nombreux éléments contenus dans une lettre adressée, en 1998, par l'auteur à la mission d'information parlementaire sur le Rwanda.

En 1994, Marin Gillier était capitaine de frégate. Au Rwanda, il commandait un groupe d'une cinquantaine d'hommes des Forces spéciales issus des commandos de marine, de la gendarmerie et de l'armée de terre.

Par le capitaine de vaisseau Marin Gillier \*  
01 juin 2006, (Rubrique Opinions)

© Copyright Le Figaro

[Visiter le site de:Le Figaro](#)

